

Émigration en vogue chez les médecins français

Attirés par de plus hauts revenus, des milliers de généralistes et spécialistes ont choisi de travailler hors de France.

ARMELLE BOHNEUST @armellela

SANTÉ Hervé est ravi d'avoir émigré il y a huit ans à Montréal, où il est parti sur un coup de tête. « J'en avais marre de travailler seul, de subir la pression des patients, avec des conditions financières pas terribles malgré des journées folles et six jours de travail sur sept », explique le médecin généraliste.

Hervé a suivi sa femme, qui devenait spécialiste dans un hôpital de Montréal. Son installation comme « médecin de famille » a été longue, entre des examens sur les spécificités locales de santé et des stages, pendant lesquels il était « évalué, filmé, noté ». Toutefois, « je n'exerce plus du tout le même métier », se réjouit-il. Au Québec, le médecin de famille, l'équivalent du généraliste, a « une place beaucoup plus importante qu'en France. Il suit tout le parcours du patient, les spécialistes ne sont que des consultants ».

Tout compte fait, c'est peut-être pour son épouse que le métier a perdu un peu de sa saveur. Pourtant, ni l'un ni l'autre n'a envie de revenir. Ne serait-ce que parce que les médecins au Québec gagnent bien mieux leur vie qu'en France. « Nous faisons partie des 1 % à 2 % de personnes les mieux payées du pays », souligne Hervé.

Décidés à renforcer les échanges, le Québec et Paris ont signé il y a trois ans un accord pour normaliser les programmes de formation des médecins entre la province canadienne et la France.

Plusieurs milliers de médecins et infirmiers français sont accueillis dans d'autres pays, sans convention spécifique. Ces transferts tentent surtout les hommes. Les quelque 492 French Doctors qui exercent en Grande-Bretagne comptent un tiers seulement de femmes.

Afflux d'étudiants français en Belgique

Certains pays accueillent surtout les spécialistes. C'est le cas du Québec, avec seulement 91 généralistes pour 465 médecins venus de l'Hexagone. Tous sexes et spécialités confondus, l'Italie recense 290 médecins français et l'Allemagne en compte 433.

En Belgique, le nombre de médecins français a bondi de 42 % en cinq ans, à 876, indiquait en avril le service public fédéral belge. Résul-

tat, la France est en haut du podium pour les médecins étrangers en Belgique, qui représentent 8 % des toubibs répertoriés en Belgique. Même constat du côté des infirmiers : la France est au premier rang avec 1 000 soignants enregistrés.

En Belgique le phénomène s'explique moins par l'exil de médecins diplômés que par l'afflux d'étudiants français attirés par le système éducatif belge, et qui restent une fois leur diplôme en poche. Les études supérieures y sont ouvertes à tous les porteurs d'un diplôme de l'enseignement secondaire, sans examen d'entrée. En 2012, à l'Institut d'orthophonie Marie Haps à Bruxelles, 225 des 250 nouveaux inscrits étaient ainsi français. Cet afflux a fini par provoquer un débat national sur l'opportunité de changer les règles d'admission et entraîné des mesures pour limiter l'afflux d'étudiants étrangers dans les facultés de médecine et de soins dentaires.

Une décision qui concerne d'autres pays, à commencer par les médecins et infirmiers roumains, qui sont cinq fois plus nombreux en Belgique qu'en 2007.

Mais, cela ne freine pas l'exode parallèle des médecins belges à l'étranger. « La crise en Europe amplifie la mobilité, en particulier dans les pays du Sud », observe un membre du Conseil européen de l'ordre des médecins. ■



La crise en Europe amplifierait la mobilité des médecins. WWW.ALAMY.COM

NOMBRE DE MÉDECINS FRANÇAIS EXERÇANT À L'ÉTRANGER

876
en Belgique

492
en Grande-Bretagne

465
au Québec

433
en Allemagne

290
en Italie

Le remède du Québec pour résorber ses déserts médicaux

Nous avons essayé toutes sortes de stratégies pour lutter contre les déserts médicaux. Seules les mesures contraignantes ont fonctionné

REJEAN HEBERT, MINISTRE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

GUILLAUME GUICHARD
gguichard@lefigaro.fr

Si le Québec reste très attirant pour les médecins français, il se révèle moins accueillant pour les jeunes locaux diplômés en médecine. La Belle Province a en effet supprimé il y a bien des années la liberté d'installation, sacro-saint principe garanti en France, qui permet aux praticiens de s'installer où ils le souhaitent une fois leur diplôme en poche.

« Nous avons essayé toutes sortes de stratégies pour lutter contre les déserts médicaux. Seules les mesures contraignantes ont fonctionné. Nous avons ainsi aboli la liberté d'installation il y a vingt ans

déjà », témoignait fin 2012 Réjean Hébert, ministre de la santé du Québec, devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Au Québec, l'administration définit les besoins et les postes dans chacune des spécialités médicales dans les régions sous-dotées. Les médecins postulent. En échange de cet exil au milieu des étendues désertes du Québec, qui dure cinq ans au minimum, les volontaires reçoivent des primes d'installation et voient leur rémunération multipliée par 2,5 environ.

Avec une superficie 2,5 fois comme la France et une population huit fois plus petite, le Québec est confronté de longue date

aux déserts médicaux. Et de façon autrement plus aiguë qu'ici : ils le définissent à minima comme une zone sans médecin à plus de 200 km à la ronde. La liste des postes vacants est consultable sur Internet. Quatre places sont actuellement disponibles dans la région Nord Québec - qui porte bien son nom. Une à Lebel-sur-Quévillon, 2 000 habitants, à sept heures de route de Montréal, plein nord. Une autre à Chapais, 1 600 âmes, à sept heures de route de Québec, plein nord également.

Transfert de compétences

Obliger les médecins à s'installer dans un désert est une politique inconcevable en France, où les in-

ternes s'y opposent farouchement. La ministre de la Santé Marisol Touraine l'a d'ailleurs exclu de nombreuses reprises, préférant l'incitation. Autre mesure inconcevable dans l'Hexagone mais appliquée au Québec à cause de la pénurie de praticiens, les transferts de compétences de médecins vers d'autres professions médicales. Le Québec a en effet donné le droit aux pharmaciens et aux infirmières d'établir certaines ordonnances eux-mêmes. Impensable en France, où les professions médicales sont très cloisonnées et où le paiement à l'acte transforme tout transfert de compétences en perte de revenus pour le médecin concerné. ■

Et si le prix d'un voyage en ligne augmentait au fur et à mesure qu'un internaute s'y intéresse ?

Alertée par l'eurodéputée Françoise Castex, la Cnil lance une enquête sur l'IP tracking, une technique informatique qui permettrait de gonfler les tarifs des billets de train et d'avion.

VALÉRIE COLLET vcollet@lefigaro.fr
ET JEAN-BERNARD LITZLER jblitzler@lefigaro.fr



BARBARA DALIBARD
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA BRANCHE VOYAGE DE LA SNCF

« Nous nous interdisons le retour en arrière », c'est-à-dire de proposer le lendemain un prix moins cher pour mieux remplir le train.

TRANSPORT Ces dernières semaines, la communauté des internautes a pris l'une de ses postures favorites : la peur d'être traquée. Elle pointe cette fois les poids lourds du voyage en ligne, accusés de pister les consommateurs chaque fois que ces derniers veulent s'acheter un billet... et de gonfler artificiellement les prix s'ils visitent le site plusieurs fois avant de payer.

Ce sentiment s'est répandu comme une trainée de poudre. Un grand nombre d'internautes notent que les prix ne sont pas les mêmes à des moments différents de la journée. Et beaucoup ont la nette impression de se faire gruger : « En ce moment, la nouveauté sur le système de réservation de Voyages-SNCF, c'est deux prix : le prix lors du choix des trains et un nouveau prix (évidemment plus cher) au moment du paiement. Ça fait parfois une différence de 20 % », s'est plaint Raskoblov le 22 mai dernier sur lefigaro.fr.

Alertée par cette rumeur, l'eurodéputée Françoise Castex a pris contact avec la Commission nationale informatique et libertés (Cnil) en avril dernier. Cette dernière a décidé fin mai de mener une étude sur cette pratique supposée, baptisée « IP tracking ». L'internaute serait littéralement « pisté » selon son adresse IP (adresse numérique attribuée aux machines connectées à Internet), ce qui permet de modifier le prix proposé.

Pourtant, la SNCF est formelle : « Nous nous interdisons la pratique de l'IP tracking », insiste Barbara Dalibard, la directrice générale de la branche Voyage du groupe. En revanche, la SNCF ne s'interdit nullement d'augmenter ses prix à mesure que le jour du départ s'approche. C'est même l'inverse : elle s'empêche de baisser ses prix pour remplir le train : « Nous nous interdisons le "retour en arrière", c'est-à-dire de proposer le lendemain un prix moins cher pour mieux remplir le train. Nous ne pouvons pas adopter les pratiques du low-cost dans l'aérien », déclare Barbara Dalibard.

Chez Air France, ce « tracking » est techniquement impossible à

réaliser : « Les équipes qui fixent les prix et celles qui les distribuent sur nos différents canaux de distribution sont disjointes, explique Luc Béhar, responsable de l'optimisation du site airfrance.com. Les prix sont envoyés à Amadeus qui les adresse aux agences. » En revanche, la compagnie utilise des « cookies », des petits fichiers informatiques qui stockent des données sur le disque dur de l'ordinateur, et ce afin de personnaliser les offres.

La complexité du système favorise la suspicion

Bref, les opérateurs français démentent tout recours à l'IP tracking. « Utiliser ce genre de technique, ce serait prendre un risque monstrueux », estime Jean-Pierre Nadir, fondateur du site Easyvoyage. C'est une forme de rapine pour gagner un peu d'argent sur une transaction alors que tout l'enjeu du Web actuel, ce n'est pas d'avoir des clients mais plutôt de les garder. »

Un avis partagé par Frédéric Pilloud, directeur marketing d'Opodo France : « En moyenne, nos clients reviennent 7 fois chez nous et vont sans doute voir ailleurs

avant de concrétiser leur achat. Sachant que le critère d'achat est le prix et que les vendeurs sont nombreux, cette technique n'a pas d'intérêt. » Selon lui, l'IP tracking n'aurait d'intérêt que pour un produit qu'un vendeur propose en exclusivité.

C'est la complexité des processus de fixation de prix, « un vrai système boursier qui évolue d'heure en heure », qui explique, selon Frédéric Pilloud, la suspicion des consommateurs. Il veut bien croire que la technique ait pu être employée mais alors à petite échelle. « Ce qui est vrai, c'est que certaines enseignes ont des tarifs différents par pays, et cela peut s'ajuster automatiquement grâce à l'IP. Par ailleurs, Orbitz, un site américain de réservation hôtelière, aiguillait ses clients utilisant des Mac et des iPad vers des établissements plus coûteux que ceux utilisant des PC. »

Adresses IP, cookies... Françoise Castex, l'eurodéputée qui a alerté la Cnil, veut en avoir le cœur net. Elle estime que les droits des internautes ne sont pas respectés lorsque la géolocalisation et le « profilage » sont réalisés à leur insu. ■

EN BREF

JAL et ANA n'excluent pas d'acheter des Airbus A350

Afin d'entamer le renouvellement de leur flotte de Boeing 777, Japan Airlines et All Nippon Airways, les deux majors japonaises, mettent en compétition leur fournisseur unique Boeing, avec Airbus et son tout nouveau long-courrier de nouvelle génération, l'A350 XWB. L'avion européen « est un candidat possible », a lâché le PDG d'ANA.

Décision le 20 juin pour Goodyear d'Amiens-Nord

Les salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord devront encore attendre jusqu'au 20 juin pour connaître leur avenir. Le tribunal de grande instance de Nanterre a renvoyé à cette date le rendu de son jugement sur la validité du plan de sauvegarde de l'emploi de Goodyear qui prévoyait la fermeture définitive du site.

Les actionnaires de Nyse Euronext et Ice approuvent la fusion

Réunis au même moment, en assemblée générale, les actionnaires des Bourses Nyse-Euronext et Ice ont chacun de leur côté très largement approuvé le projet de fusion de leurs deux maisons. Le projet d'acquisition de Nyse Euronext avait été annoncé par Ice en décembre dernier.